

*Ottawa*

Room 518, Confederation Building  
Ottawa, Ontario K1A 0A6  
Tel.: 613-996-1119  
Fax.: 613-996-0850



HOUSE OF COMMONS  
CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA

*Ottawa*

Pièce 518, Édifice de la Confédération  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6  
Tél. : 613-996-1119  
Télééc. : 613-996-0850

*Constituency*

1 - 9711 Fourth Street  
Sidney, British Columbia V8L 2Y8  
Tel.: 250-657-2000  
Fax.: 250-657-2004

*Elizabeth May*

Member of Parliament / Députée  
Saanich—Gulf Islands / Saanich—Gulf Islands

*Circonscription*

1 - 9711, rue Fourth  
Sidney (Colombie-Britannique) V8L 2Y8  
Tél. : 250-657-2000  
Télééc. : 250-657-2004

28 janvier 2013

L'Honorable Ministre James Flaherty  
Chambre des communes  
Salle 435S, Edifice du centre  
Ottawa, ON K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

Au cours des derniers mois, l'attention du monde est revenue à la menace que constitue la crise climatique. Le récent discours d'investiture du président américain Barack Obama soulignait clairement l'urgence que représente la menace du réchauffement planétaire. Dans la même optique, à Davos la semaine dernière, Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), après avoir présenté les problèmes économiques auxquels le monde est actuellement confronté, est passée à la menace que pose le changement climatique. Selon le FMI, le réchauffement climatique constitue une menace *plus importante* que l'instabilité économique mondiale. Sir Nicholas Stern, ancien économiste principal de la Banque mondiale, a abondé dans le même sens, de même que le chef actuel de la Banque mondiale, Jim Young Kim.

Sous le premier ministre actuel, votre administration a toujours réitéré que les plans du Canada en matière de climat seraient aussi rigoureux que ceux des États-Unis.

Si nous souhaitons nous préparer à relever le défi et éviter de prendre du retard, nous devons diversifier notre portefeuille énergétique, tout en donnant un prix au carbone. Les chefs de file du secteur pétrolier, comme la Royal Dutch Shell, ont demandé la tarification du carbone. Le Québec et la Californie sont allés de l'avant par eux-mêmes. Pendant ce temps, les législateurs américains sont de plus en plus attirés par les avantages d'une taxe sur le carbone sans incidence sur les revenus. Bien qu'il s'agisse là de l'approche la plus souvent soutenue par les économistes, je sais que votre administration ainsi que l'Opposition officielle tendent plutôt vers une forme de plafonnement et d'échange. Bien que le Parti vert voie d'énormes risques de fraude et des frais de transaction non nécessaires dans la création d'un système de plafonnement et d'échange, mieux vaut un mécanisme de tarification du carbone que rien du tout. Nous ne nous opposerions donc pas à de tels efforts.

Le point clé est que, en vertu des contraintes de vos propres politiques, nous devons agir maintenant dans le domaine du climat, et votre budget devrait refléter la nécessité de la tarification du carbone. De plus, l'engagement actuel à mettre fin aux subventions pour les combustibles fossiles devrait prendre de l'ampleur. Il est extrêmement important de continuer d'appuyer le Fonds de développement des technologies durables.

L'économie canadienne est dans un état de quasi-stagnation depuis l'an dernier. La croissance économique a ralenti, et bien que la récession soit officiellement terminée, les Canadiens sont encore nerveux face à notre rétablissement économique. Certains éléments de l'économie sont particulièrement préoccupants. Nous continuons d'accuser du retard en ce qui concerne l'innovation, la recherche et le développement. L'écart de productivité avec les États-Unis grandit. Les petites et moyennes entreprises ont des difficultés, et la hausse des cotisations d'assurance-emploi leur a donné un dur coup. Le chômage parmi les jeunes continue d'être trop élevé. Le secteur de la construction a ralenti, et de nombreuses entreprises viables ont besoin d'un appui pour rester en vie. Dans l'ensemble, les Canadiens ont besoin de retourner au travail. Un soutien pour le secteur de l'écotechnologie et pour l'investissement dans l'efficacité énergétique serait des plus opportuns et donnerait du travail à des milliers de Canadiens. Il est temps de raviver et d'élargir certains programmes clés afin de moderniser des édifices résidentiels, commerciaux et institutionnels et d'ainsi réduire le gaspillage énergétique, qui coûte très cher.

De plus, j'espère que vous considérerez l'adoption de certains changements fiscaux afin de soutenir le logement abordable. Nous vous demandons d'envisager la remise en place du traitement fiscal lié aux logements locatifs construits à cette fin et d'éliminer l'attribution de TPS (TVH) pour les promoteurs qui louent temporairement des unités de condominium non vendues.

Un domaine d'injustice en ce qui a trait aux pensions pour les personnes ayant servi dans les Forces canadiennes, la GRC ou le système judiciaire est le rejet des prestations de conjoint pour les personnes qui se sont mariées après l'âge de 65 ans. Avec l'espérance de vie grandissante au Canada, cela est de plus en plus courant. On ne peut justifier l'application d'une politique datant de l'époque de la guerre des Boers (qui ciblait les « chercheurs d'or », des personnes qui avaient épousé d'anciens combattants de cette guerre) pour nier des régimes de retraite à des époux qui auraient autrement droit à des prestations de conjoint survivant en vertu des lois pertinentes sur les pensions de retraite.

Finalement, j'aimerais souligner de nouveau certains points de ma lettre de l'an dernier, dans laquelle j'illustrais des domaines potentiels d'augmentation des revenus et de réduction des dépenses.

Toute réduction dans les dépenses gouvernementales devrait cibler directement le gaspillage et non les services essentiels. Le Parti vert s'oppose vigoureusement aux contractions dans les sciences environnementales, l'évaluation environnementale, la santé ou le soutien à l'éducation postsecondaire.

Dans ce contexte, nous offrons les recommandations suivantes.

Comment accroître les revenus :



- 1) Faire passer l'impôt sur le revenu des sociétés à 19 %, c'est-à-dire au taux de 2009. Ce taux est encore très comparable à ceux de l'OCDE. (+4,5 G\$)
- 2) Abolir les paradis fiscaux à l'étranger. Éliminer les échappatoires fiscales pour les personnes les plus nanties qui cachent leurs fonds à l'étranger. (+1,2 G\$)
- 3) Mettre en place un régime d'impôt sur les biens transmis par décès, pour les héritages dépassant 5 M\$. (+1,5 G\$/année)

**Sous-total de la hausse des revenus : 7,2 G\$**

Comment offrir un allègement fiscal aux entreprises, aux travailleurs et aux jeunes :

- 1) Éliminer les augmentations de cotisations et de déductions à l'assurance-emploi. (-600 M\$)
- 2) Rehausser l'accès aux prestations d'assurance-emploi en attendant de trouver un meilleur emploi. (-500 M\$)
- 3) Créer un programme municipal d'emploi et de formation professionnelle pour les jeunes qui intègre un crédit d'études postsecondaires pour les jeunes qui travaillent. (-1,5 G\$)
- 4) Adopter une loi pour les petites entreprises (semblable à celle de l'Union européenne) pour faire en sorte que les nouvelles lois tiennent compte du besoin de réduire le fardeau réglementaire des petites et moyennes entreprises. (pas de coût associé)

**Sous-total de la hausse des dépenses : 2,6 G\$**

Nous recommandons que le gouvernement du Canada ne touche pas au financement actuel alloué à la santé, à l'éducation, à l'environnement et aux anciens combattants. Des contractions dans ces domaines engendreront des problèmes pour l'ensemble de la société, des problèmes qui prendront des dizaines d'années à régler. Cela dit, nous sommes d'accord qu'il y a du gaspillage au gouvernement, et nous proposons donc les recommandations suivantes.

Où couper :

- 1) Tenir les engagements pris au G-20 et éliminer les subventions aux combustibles fossiles. (+1,2 G\$)
- 2) Mettre fin aux subventions à la biotechnologie, au nucléaire et à l'amiante. (+256 M\$)
- 3) Annuler l'achat des F-35. Il ne s'agit pas là d'économies complètes, puisque nous avons besoin de nouveaux avions. Cependant, le Canada n'a pas besoin de chasseurs furtifs pour porte-avions. Nous n'avons pas de porte-avions. Il serait plus sage de lancer un appel concurrentiel pour des avions à capacité de recherche et sauvetage, de surveillance et à moteur double. À 128 M\$ l'unité (DPB) x 65 unités = 8,32 G\$. Notre recommandation d'appel d'offres entraînerait des économies d'environ 50 % et munirait le Canada d'avions possédant des capacités plus réalistes. (+4 G\$)
- 4) Réduire les dépenses gouvernementales sur la publicité au niveau de 2005. (+90 M\$)
- 5) Annuler les plans de bâtir un palais de cristal pour la Chambre des communes dans l'édifice de l'Ouest (coûts estimés à 115 M\$). Au lieu de cela, convertir le Centre des conférences du gouvernement en Chambre des communes temporaire, pour des économies d'environ 100 M\$.
- 6) Réduire le budget du cabinet du premier ministre de 50 %, soit au niveau du gouvernement Chrétien. (+5 M\$)



- 7) Annuler la création d'un poste de Chef de la littératie financière. Au lieu de cela, accroître le financement de l'Association des consommateurs du Canada en vue d'atteindre les objectifs du projet de loi C-28. Comme on n'a pas estimé les coûts de ce projet de loi, l'estimation des économies se situe dans une tranche. (+2 M\$)
- 8) Annuler les plans d'expansion de la Chambre des communes de 30 sièges. (+30 M\$)
- 9) Investir dans un système sophistiqué de télécommunications et de vidéoconférence pour les ministères du gouvernement fédéral. Réduire de 50 % le budget de voyage des fonctionnaires. Étant donné le montant total des dépenses de transport et de communications du gouvernement (3 G\$ par année), nous croyons que des économies annuelles de 500 M\$ sont réalistes.
- 10) Réduire le financement des projets de capture et de stockage du carbone dans le Programme du Fonds pour l'énergie propre, pour des économies ponctuelles. Puis, établir des objectifs en matière d'environnement et de gaz à effet de serre pour l'industrie. (+450 M\$)
- 11) Réduire la bureaucratie au ministère des Affaires autochtones et du Nord canadien et offrir plus de soutien réel aux collectivités des Premières Nations. (pas d'incidence sur les revenus)

**Sous-total des économies vertes proposées : 6 633 M\$**

Nous demandons qu'une partie des économies réalisées serve à aider les Canadiens à retourner au travail et que la plus grande partie serve à réduire le déficit. Nous recommandons d'investir dans le renforcement de l'économie et dans la santé des collectivités :

- 1) Financer le Programme écoÉnergie Rénovation. Élargir ce programme de façon à inclure les hôpitaux, les écoles et les universités. (+1 G\$)
- 2) Investir dans les énergies renouvelables et les transports en commun. (+1 G\$)
- 3) Investir dans l'éducation, le logement et la santé des Premières Nations. (+1 G\$)
- 4) Établir un programme national de logement abordable. (+834 M\$)

**Sous-total de l'investissement pour une économie et des collectivités en santé : 3 384 M\$**

Résumé :

Sous-total de la hausse des revenus : +7 200 M\$

Sous-total de la hausse des dépenses : -2 600 M\$

Sous-total des économies vertes : +6 633 M\$

Sous-total de l'investissement dans une économie et des collectivités en santé : -3 384 M\$

Total des changements dans les revenus : +13 833 M\$

Total des changements dans les dépenses : -6 434 M\$

Réduction du déficit : 7 399 M\$



Je serais heureuse de discuter de ces idées avec vous à votre convenance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.

A handwritten signature in black ink, reading "Elizabeth May". The signature is fluid and cursive, with the first name "Elizabeth" and the last name "May" clearly distinguishable.

Elizabeth May, O.C., députée  
Saanich-Gulf Islands  
Leader of the Green Party of Canada

